

Ces boycotts qui aident les Palestiniens

Ben White expose les quatre raisons principales pour lesquelles un boycott des marchandises israéliennes profite au peuple palestinien.

Les Palestiniens qui travaillent dans les colonies – contrairement à l'impression que veut donner la propagande pro-Israël – doivent endurer des conditions de travail déplorables et dégradantes.

Alors que les gouvernements et les organisations de la société civile à travers le monde développent leurs efforts pour cibler les marchandises produites dans les colonies illégales d'Israël, le gouvernement israélien et les anti-BDS renforcent leur propagande contre la campagne BDS.

L'une des principales tactiques adoptées par ceux qui veulent enrayer l'afflux de boycotts consiste à déclarer qu'en fait, ces mesures nuisent aux Palestiniens. C'est sur une telle base que le ministère des Affaires étrangères israélien (MAE) s'oppose au boycott depuis quelques temps, mais vu les récents développements en Afrique du Sud et dans l'Union européenne, l'accent a été remis sur les effets contreproductifs d'une telle tactique.

Il y a eu des initiatives propagandistes israéliennes conjointes, gouvernement-colons, et un document officiel du MAE a même circulé sur « *les conséquences de l'étiquetage des produits des colonies sur l'économie palestinienne* ». « *Si les Européens réussissent à interdire les produits israéliens venant de Cisjordanie* » a déclaré en juin l'ambassadeur d'Israël aux Nations-Unies, « *il en résultera une perte d'emplois pour plusieurs milliers de Palestiniens* ».

Il est intéressant de noter ici qu'on retrouve un parallèle avec les arguments autrefois utilisés contre la campagne internationale de boycott contre l'apartheid en Afrique du Sud

et auxquels les militants de l'ANC étaient confrontés, prétendant que « *la population non blanche serait la première touchée par les boycotts extérieurs* ». Cette comparaison mise à part, l'argument est irrecevable, et ce pour quatre raisons.

La première : malgré la préoccupation affichée par les lobbyistes anti-BDS pour le bien-être du travailleur palestinien, le principal ennemi de celui-ci est, en réalité, l'occupation israélienne. Le régime colonial d'Israël – au cœur duquel on trouve les colonies – est caractérisé par les restrictions aux déplacements et par un accès discriminatoire aux terres, et régulièrement la Banque mondiale et le FMI soulignent qu'il est le principal frein à la croissance économique.

Rappel du contexte. Les colonies ont été à plusieurs reprises condamnées comme illégales au regard du droit international. La Résolution 452 du Conseil de sécurité des Nations-Unies décrit la politique de colonies de peuplement d'Israël comme « *n'ayant aucun fondement légal* » et constituant « *une violation de la Quatrième Convention de Genève* », un avis partagé par les Hautes Parties contractantes de la Convention. L'Assemblée générale des Nations-Unies et la Cour internationale de Justice ont adopté des avis similaires.

De surcroît bien sûr, l'impact des colonies sur la population palestinienne est considérable et désastreux, avec comme conséquences « *des agriculteurs palestiniens qui perdent leurs terres et leurs moyens de vivre* » comme l'a indiqué la Croix-Rouge. Les colonies et leur régime associé « *restreignent la capacité (des Palestiniens) à se déplacer librement* » ont déclaré les Nations-Unies, et constituent « *une violation grave de l'interdiction de discrimination* » (Amnesty International).

Deuxième raison : les Palestiniens qui travaillent dans les colonies – contrairement à l'impression que veut donner la propagande pro-Israël – doivent endurer des conditions de

travail déplorables et dégradantes. En 2012, le contrôleur de l'État d'Israël a fait un rapport sur les zones industrielles des colonies de Cisjordanie et il a noté, entre autres, « *des risques graves pour l'environnement* », et des négligences « *dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène* » qui mettent en évidence un « *mépris pour la vie humaine* », et « *mettent réellement en danger le bien-être, la santé et la vie des travailleurs* ».

En outre, 93 % des travailleurs palestiniens dans les colonies « *n'ont ni syndicat ni comités pour les représenter* », et la plupart « *gagnent moins du salaire minimum israélien* ». Les permis de travail exigent « *l'approbation du Service de sécurité national israélien* » et on estime qu'un travailleur palestinien sur dix dans les colonies « *travaille en fait sur des terres qui leur ont été confisquées et appartenaient auparavant à leurs familles ou à l'un de leurs parents* ».

Troisième raison : évoquer les Palestiniens qui travaillent dans les colonies comme une raison pour ne pas cibler l'apartheid israélien pour le boycott relève d'un cynisme particulier, étant donné que la population occupée n'a que des possibilités très limitées d'emploi dans une économie et une société gravement sous pression du fait de la colonisation israélienne. Il n'est pas surprenant qu'une étude ait révélé que 82 % des travailleurs palestiniens « *ont le désir et la volonté de quitter leur travail dans les colonies, à condition qu'une alternative acceptable se présente* » – des alternatives qui ne se présentent pas, justement à cause de l'occupation israélienne.

En réalité et mis à part le parallèle avec l'époque de l'apartheid d'Afrique du Sud, ceux qui attaquent le boycott, au nom des « *travailleurs palestiniens* », renvoient à ce que prétendent ces sociétés qui défendent les ateliers clandestins : « *Et alors, au moins ils ont un travail !* » – une raison fort justement rejetée par les militants des campagnes et les organisations des droits humains.

Enfin, quatrième raison : l'appel BDS émane des Palestiniens eux-mêmes, notamment des organisations comme les Comités palestiniens d'entre-aides agricoles (PARC – *Palestinian Agricultural Relief Committees*), l'Association des agriculteurs palestiniens (*Palestinian Farmers Association*), le Syndicat des agriculteurs palestiniens (*Palestinian Farmers Union*), et le Syndicat des comités du travail agricole (*Union of Agricultural Work Committees*). Les voix anti-BDS, du gouvernement israélien aux libéraux condescendants, ne tiennent aucun compte de ces exigences pour la solidarité et le boycott, mais fort heureusement, d'autres, beaucoup plus nombreuses, les entendent.

Ben White est journaliste indépendant, écrivain et militant, spécialiste Palestine/Israël. Il est diplômé de l'université de Cambridge.

Suivre sur Twitter : [@benabyad](https://twitter.com/benabyad)

Du même auteur :

[Un processus de paix qui protège Israël](#)

[Le gouvernement israélien intensifie la lutte anti-boycott](#)

[Pourquoi un boycott des universités israéliennes est pleinement justifié](#)

[Un syndicat d'étudiants au Royaume-Uni appuie les initiatives de boycott sur les campus](#)

[B.D.S. : Trois simples lettres, pour l'un des conflits les plus polémiques au monde, peuvent-elles écrire Libération ?](#)

[Une année déjà, depuis qu'Amir Makhoul a été emprisonné pour avoir exercé ses droits politiques](#)

[Semaine de l'apartheid israélien : un manuel du débutant](#)

[Beit Sahour : un microcosme de la colonisation israélienne](#)

[...]

16 août 2013 – [Al Jazeera](#) – traduction : Info-Palestine/JPP